

Pourquoi Bercy missionne des entreprises privées pour faire le travail des fonctionnaires

Aurélie Lebel

Voilà plus d'un an que la fintech Homiwoo a pris ses quartiers à Bercy. Pas dans les bureaux, mais dans les ordinateurs des agents du service des Domaines, chargés de vendre les biens de l'État et d'estimer ceux des collectivités ou des particuliers expropriés. Avec l'arrivée d'Homiwoo, l'objectif de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) est clair : « Alléger la charge des évaluateurs pour les aider à réaliser les évaluations simples de façon plus rapide », estime un chef de service. Sauf que dans les faits, l'application disponible en interne est très peu utilisée.

« Ils ne savent pas comment elle fonctionne ni avec quelles données, tacle un haut fonctionnaire. Le logiciel d'intelligence artificielle d'Homiwoo prend en compte une adresse et vous donne un prix au mètre carré. Mais si le bien est un appartement lumineux au dernier étage, avec cave et parking, ces critères ne sont pas pris en compte. C'est un vrai problème. »

Traquer les piscines non déclarées, lutter contre la fraude fiscale...

À tous les étages de Bercy, on entend parler d'intelligence artificielle (IA) ou d'assistants digitaux développés par des entreprises extérieures et dont les résultats ne sont pas toujours à la hauteur. Exemple avec l'IA actuellement déployée par Google et Capgemini pour traquer les piscines non déclarées. Ou celle, basée sur le « data mining » (analyse d'une grande quantité de données), mise en place « il y a trois ou quatre ans par Atos pour lutter contre la fraude fiscale », pointe Olivier Villos, de la CGT Finances publiques.

« À Bercy, on fait appel à des entreprises privées pour lancer les réformes plus vite. À l'époque de Gérard Darmanin (ministre de l'Action et des Comptes publics de 2017 à 2020), le cabinet de conseil Webhelp a été mandaté pour réfléchir aux futures maisons France Services. Pour le gouvernement, c'est plus rassurant et plus rapide de faire travailler des sociétés extérieures », explique le délégué syndical.

Silence sur le montant des frais engagés

À Bercy, on reste silencieux sur les différents contrats... et leurs montants. La facture d'Homiwoo pour réaliser les estimations immobilières ? Inconnue. Celle des assistants digitaux, déployés par le cabinet de conseil Wavestone, qui envahissent les services de contrôle de la dépense ? Inconnue. L'enveloppe de 3,8 millions d'euros pour lancer en externe le chatbot du site impots.gouv.fr ? Non confirmée par le ministère. Celles des prestataires informatiques qui collaborent régulièrement avec Bercy ? Idem.

« Il faut bien reconnaître que, parfois, le gouvernement n'a pas le choix que de faire appel à des techniciens spécialisés, tempère un fonctionnaire. Malgré une prime mensuelle de 500 euros pour les informaticiens, les salaires proposés ne sont pas à la hauteur et les jeunes qui commencent leur carrière au ministère filent rapidement dans le privé. »

Cet article est paru dans [Aujourd'hui en France \(site web\)](http://www.aujourd'hui-en-france.fr/economie/pourquoi-bercy-missionne-des-entreprises-privees-pour-faire-le-travail-des-fonctionnaires-04-04-2022-DEEHJSVMGFEGNN4T4P5DMCVVMA.php) (<http://www.aujourd'hui-en-france.fr/economie/pourquoi-bercy-missionne-des-entreprises-privees-pour-faire-le-travail-des-fonctionnaires-04-04-2022-DEEHJSVMGFEGNN4T4P5DMCVVMA.php>).

Aussi paru dans 4 avril 2022 -